

qu'elle prétendit contraindre Louis XIV à détruire de sa main le trône qu'il avait élevé en Espagne, et à en précipiter lui même son petit-fils! Jamais spectacle plus émouvant ne fut donné au monde; jamais la France ne reçut de plus vive ni de plus claire leçon; puisse cette leçon du moins n'être pas inutile! Qu'elle contribue, s'il se peut, à nous préserver d'aussi grandes fautes et de plus grands malheurs!

Novembre 1867.

PRÉVOST-PARADOL.

L'ÉLEVATION ET LA CHUTE
DE
L'EMPEREUR MAXIMILIEN
D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

HISTOIRE
DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MEXIQUE
1861—1867

L'expédition française au Mexique appartient désormais à l'histoire. Le second empereur mexicain a été fusillé à Querétaro en 1867, comme le premier l'avait été à Padilla, en 1824. Tous les deux pourtant aimaient leur pays d'adoption, et Maximilien y avait apporté un sentiment très élevé de sa mission.

Au moment où un débat solennel retentit dans l'enceinte de notre Palais législatif, qu'il nous soit permis de rechercher les causes diverses qui ont concouru à la ruine de cette entreprise lointaine. L'heure est d'autant plus favorable à cet essai, que les différents actes du drame mexicain, si fécond en péripéties, datent d'hier, pour ainsi dire. De plus, il

nous semble qu'il y a justice à préciser et à attribuer à chacun des acteurs de ce drame sanglant la part de responsabilité qui doit lui incomber dans la conception, dans l'entreprise et dans la conduite, comme dans l'avortement de cette campagne malheureuse. Poursuivons donc cette enquête et tâchons d'y mettre toute l'impartialité dont nous sommes capable.

Il faut reconnaître tout d'abord que l'armée française, marins et soldats, est hors de cause. Seule, elle fut à la hauteur de sa mission. Esclave du devoir, elle a payé sa dette jusqu'au bout, sans s'écarter un moment de ses traditions généreuses. Cette expédition meurtrière lui comptera comme un nouveau titre de gloire. Rarement la valeur française a dû s'attester individuellement sur un champ aussi vaste. Si notre pays eût pu être témoin des mille faits d'armes restés obscurs et accomplis pendant ces cinq années, aux quatre coins du Mexique, par des poignées d'hommes perdus dans les espaces, il eût fait taire un instant ses griefs d'opposition devant l'admiration que les vertus guerrières de ses enfants lui auraient inspirée. Les braves que le corps expéditionnaire a semés sur sa route depuis les Antilles jusqu'aux rives du Pacifique, proclament assez haut son dévouement.

C'est donc à la première pensée du cabinet des Tuileries, aux instructions émanées de lui, à la conduite de notre politique et de nos opérations militaires, enfin à la coopération de l'archiduc Maximilien qu'il faut demander la lumière indispensable pour éclairer la triste scène où le trône élevé par les mains de la France a croulé dans le sang et où le prestige national a été diminué.

Quelle idée a d'abord présidé à l'envoi du pavillon français sous les murs de la Vera-Cruz? Quelle a été plus tard la véritable cause de la déclaration de guerre lancée contre le président Juarez?

Si nous devons nous en tenir aux déclarations officielles, nous y voyons que le gouvernement de l'Empereur, en vertu d'une convention signée le 30 novembre 1861 avec l'Angleterre et l'Espagne, a résolu, par une intervention commune, « de contraindre le Mexique à exécuter des obligations déjà solennellement contractées et à nous donner des garanties de protection plus efficaces pour les personnes et les propriétés de nos nationaux. » Telles sont les instructions confiées au contre-amiral Jurien de la Gravière, investi du commandement en chef de nos forces militaires envoyées au Mexique avec une division navale. Le ministre des affaires étrangères, M. Thouvenel, ajoutait aux instructions de l'amiral : « ... Les puissances alliées s'interdisent d'intervenir dans les affaires intérieures du pays, et notamment

d'exercer aucune pression sur la volonté des populations, quant au choix de leur gouvernement. »

Dans les premiers jours de janvier, les trois plénipotentiaires adressaient au gouvernement mexicain, sous forme collective, une note pour demander réparation de tous les griefs et préjudices soufferts. Le 9 février 1862, les commissaires alliés informaient le ministre de Juarez, Doblado, que les troupes alliées se mettraient en marche vers le milieu du mois, pour occuper dans l'intérieur des campements moins malsains, et l'invitaient à venir s'entendre avec le comte de Reuss, général Prim.

L'armée de débarquement avait été placée sous les ordres du général espagnol Prim. L'Espagne comptait 7,000 hommes et la France 3,000 environ. L'Angleterre n'avait mis à terre que des marins. Le 19 février 1862, était signée entre le gouvernement mexicain et les plénipotentiaires de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France, la convention préliminaire de la Soledad, qui confirmait l'autorité de Juarez par l'article 1^{er}, et qui, par l'art. 6, stipulait que le drapeau mexicain, qui avait disparu à l'approche des escadres alliées s'embossant devant la Vera-Cruz, serait hissé de nouveau.

Près de deux mois étaient nécessaires pour que le projet de traité pût faire retour d'Europe au camp des négociateurs, qui avaient dû consulter leurs gouvernements respectifs. Aussi, dans un juste esprit de prévoyance, l'art. 3 de la convention de la Soledad avait stipulé que, tant que dureraient les négociations, le corps expéditionnaire occuperait les villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan, cantonnements favorables à la santé du soldat. Le ministre Doblado avait accordé cette concession et Juarez l'avait ratifiée. S'il était juste,

à notre point de vue, d'exiger impérieusement, en présence du climat meurtrier des terres chaudes, surtout pendant l'hivernage, cette liberté de manœuvre, l'orgueil des Mexicains se trouva profondément blessé de cette condescendance du Président; ils se sentirent humiliés de ce que l'évacuation de leur territoire envahi n'avait pas précédé les préliminaires de paix. Mais Juarez, plus enclin à la finesse qu'à la bravoure, était animé d'un réel désir de donner les satisfactions réclamées par les alliés, et il avait nettement compris qu'il n'obtiendrait jamais le retrait des troupes ennemies, avant d'avoir échangé un gage sérieux de conciliation. Toutefois, confiant dans notre parole, le gouvernement mexicain avait posé comme condition à cette liberté de mouvement commandée par un sentiment humain, que « si les négociations venaient à se rompre » (art. 4), les forces alliées se retireraient des positions prises, rétrograderaient sur la route de la Vera-Cruz jusqu'à Paso Ancho, avant de faire acte d'hostilité, auquel cas les hôpitaux des alliés resteraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine.

Le courrier, impatiemment attendu d'Europe, fut enfin signalé en rade. On apprit que l'Angleterre, qui repoussait l'idée d'une expédition à l'intérieur du Mexique, ratifiait la signature de son plénipotentiaire, sir Ch. Wyke. L'Espagne, en exprimant certains regrets, ne désapprouvait pas le général Prim. Mais la France, par l'organe du *Moniteur*, déclarait hautement qu'elle ne pouvait accepter la convention de la Soledad, comme « contraire à la dignité nationale ». Ce désaveu officiel, infligé à un officier réputé à juste titre jaloux de l'honneur de son pavillon, provoqua un pénible étonnement, et eut un retentissement fâcheux.

L'amiral, dès le 1^{er} avril, commença son mouvement rétrograde. Le corps français avait occupé Tehuacan : il vint s'arrêter à Cordova, à trois étapes de Paso Ancho, à hauteur des Espagnols. Mais une rupture était imminente entre les trois alliés, dont les intérêts et les vues étaient manifestement en lutte. Le 9 avril 1862, la rupture était consommée ; elle avait été surtout motivée par la présence sous notre drapeau d'Almonte et d'émigrés arrivés dans les premiers jours de mars, suspects, à cause de leurs opinions monarchiques, tant à Juarez qu'au gouvernement anglais. Le ministre Wyke écrivait en effet au comte Russel : « C'est en donnant notre intervention l'aspect d'un protectorat amical que nous pouvons consolider un gouvernement qui représente la portion intelligente et respectable de la nation. »

Disons tout de suite qu'en 1857 une constitution votée par le Congrès général avait donné la présidence au général Comonfort, qui avait déserté lui-même son fauteuil ; que Juarez, en vertu de son mandat de vice-président, défendait cette constitution depuis six ans ; seul, l'avocat indien n'avait pas été parjure ! Il avait pris la haute magistrature d'une république en convulsion, ruinée par la guerre civile. Chef d'un pays démoralisé, traversé par toutes les mauvaises passions qui cherchaient à le déborder, il aurait pu mieux faire peut-être, mais il aurait pu aussi faire plus mal. Sur lui est retombé de tout son poids le malheur d'un demi-siècle de fanatisme et d'anarchie ! Il a eu le courage de porter le fardeau sans faiblir. Pour lui du moins, le mot de patrie a eu un sens. D'ailleurs, qui voudra le juger, s'il veut être juste, devra oublier l'Europe, pour ne plus voir que les horizons tourmentés du Mexique.

Le sort en était jeté ! Les escadres espagnole et anglaise reprirent la mer, et le corps expéditionnaire français, fort de 6,000 hommes environ, laissé dans l'isolement, se prépara à l'offensive, en poursuivant son mouvement rétrograde vers le Chiquihuite, torrent encaissé, situé presque à mi-distance entre le golfe et Orizaba, et dont les escarpements boisés, qui commandent le col, avaient été armés pour la résistance par les Mexicains. Pendant que, fidèle aux engagements pris, il opérait cette contre-marche, le bruit se répandit que nos soldats malades, laissés en arrière dans l'hôpital d'Orizaba, sous la protection même de l'ennemi, étaient menacés dans leur existence par l'armée juariste. Le commandant français, cédant à la crainte de laisser égorger ses hommes sans défense, fit immédiatement volte-face, et violant, quoiqu'à regret, la parole donnée, ouvrit la campagne en montant à marches forcées sur Orizaba, sans avoir repassé la position du Chiquihuite.

Tel est le résumé succinct de la première phase de l'expédition mexicaine. A n'examiner que les faits portés par le gouvernement impérial à la connaissance du pays, il semble évident que Napoléon III n'a eu qu'un but, celui de protéger les intérêts de nos nationaux, intérêts qui eussent été lésés par la convention de la Soledad, si elle eût été ratifiée. La France n'a été que généreuse en couvrant de sa sauvegarde les émigrés mexicains désireux de fouler le sol de la patrie. A en croire le langage officiel, la guerre est née du refus ou des concessions illusoires opposés par le président républicain à la demande légitime de satisfactions réclamées par notre ministre. Juarez restera donc seul responsable devant l'histoire de la ruine de son peuple et du sang répandu

à profusion sur la terre mexicaine, impuissant à la féconder!

Mais prenons la liberté de rechercher la vérité si fugitive dans cette affaire, et, maintenant que nous avons vu les principaux acteurs en mouvement, interrogeons ce qui se passait derrière la scène. Au style officiel, répliquons par la brutalité des faits et de documents indiscutables.

Or, le 18 janvier 1861, dix mois juste avant la convention signée par les trois puissances, pendant que Juarez siégeait dans la capitale, sans prévoir l'orage qui se formait déjà en Europe pour venir éclater sur sa tête, la France conspirait sa chute. A quatre lieues de Mexico, caché dans la petite ville de Lalpam, célèbre jadis par ses jeux, le général Leonardo Marquez nouait les premiers liens de la conspiration qui unissait déjà le cabinet des Tuileries et le palais de Miramar. Dans cette nuit du 18, un courrier indien, porteur d'un billet confidentiel, entra à Mexico. Le général Marquez écrivait au licenciado Aguilar, ancien ministre de Santa-Anna, que l'heure était venue « d'organiser la réaction politique, sociale et militaire. » Il lui offrait la présidence d'un directoire et le droit d'en choisir les membres qu'il jugerait les plus capables de servir la bonne cause. La devise *Dios e Orden* était arborée : c'était le signal de la révolte contre *Libertad e Independencia*, la formule républicaine.

En même temps, le parti des émigrés mexicains, à la tête desquels on comptait MM. Gutierrez de Estrada, Hidalgo, Almonte, le père Miranda, et l'ex-président Miramon, s'agitait à Paris, et profitait de sa faveur et de son accès à la cour des Tuileries pour éveiller une auguste bienveillance en faveur de sa cause. De son côté, Mgr La Bastida, archevêque de Mexico, au nom de son clergé dépouillé de ses biens de

mainmorte par une loi promulguée en 1859 (biens s'élevant à 900 millions de francs), combattait chaudement pour les mêmes intérêts auprès de la cour de Rome, qui ne tardait pas à se montrer favorable au projet formé de placer un prince de la race catholique des Hapsbourg sur l'ancien trône d'Iturbide.

Certains prétendent que l'empire mexicain est sorti de la paix de Villafranca. Sans attacher trop grande importance à cette assertion, il est hors de doute que, à l'heure où Marquez organisait un soulèvement, le parti des émigrés mexicains, avec l'appui secret du gouvernement français, dans le sein duquel prévalaient les sympathies espagnoles, offrait la couronne impériale à l'archiduc Maximilien, qui venait de renoncer à toutes charges dans son propre pays, pour se retirer à Miramar et se tenir prêt à toute éventualité.

Les pourparlers entre Paris et Miramar durèrent huit mois environ, avant que les résistances de l'archiduc fussent vaincues. Enfin, le prince adressa au confident autorisé, M. Gutierrez de Estrada, une lettre écrite en espagnol, tracée sur le recto et le verso d'une grande page. Maximilien déclarait accepter la couronne qui lui était offerte, mais « à la condition que la France et l'Angleterre le soutiendraient de leur garantie morale et matérielle sur terre et sur mer. » M. Gutierrez expédia aussitôt de Paris ce précieux document, que nous avons lu, au licenciado Aguilar, pour le porter à la connaissance des membres de la conspiration fomentée à Mexico. Mais le secret ne fut pas si bien gardé qu'en 1862 cet ancien ministre de Santa Anna ne fût mis sous les verrous. Quelque temps après, faute de preuves suffisantes, Doblado signa sa mise en liberté.